



Mars 2026

UN FUTUR POUR L'ÉDUCATION

L'ÉDUCATION POUR
NOTRE FUTUR



CANADIAN FEDERATION OF STUDENTS - NOVA SCOTIA
FÉDÉRATION CANADIENNE DES ÉTUDIANT-E-S-NOUVELLE-ÉCOSSE

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION

Pages 2 à 8

2. ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

Pages 9 à 14

3. RECOMMANDATIONS: ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

Pages 15 à 19

4. COST OF LIVING

Pages 20 à 26

5. RECOMMANDATIONS: COÛT DE LA VIE

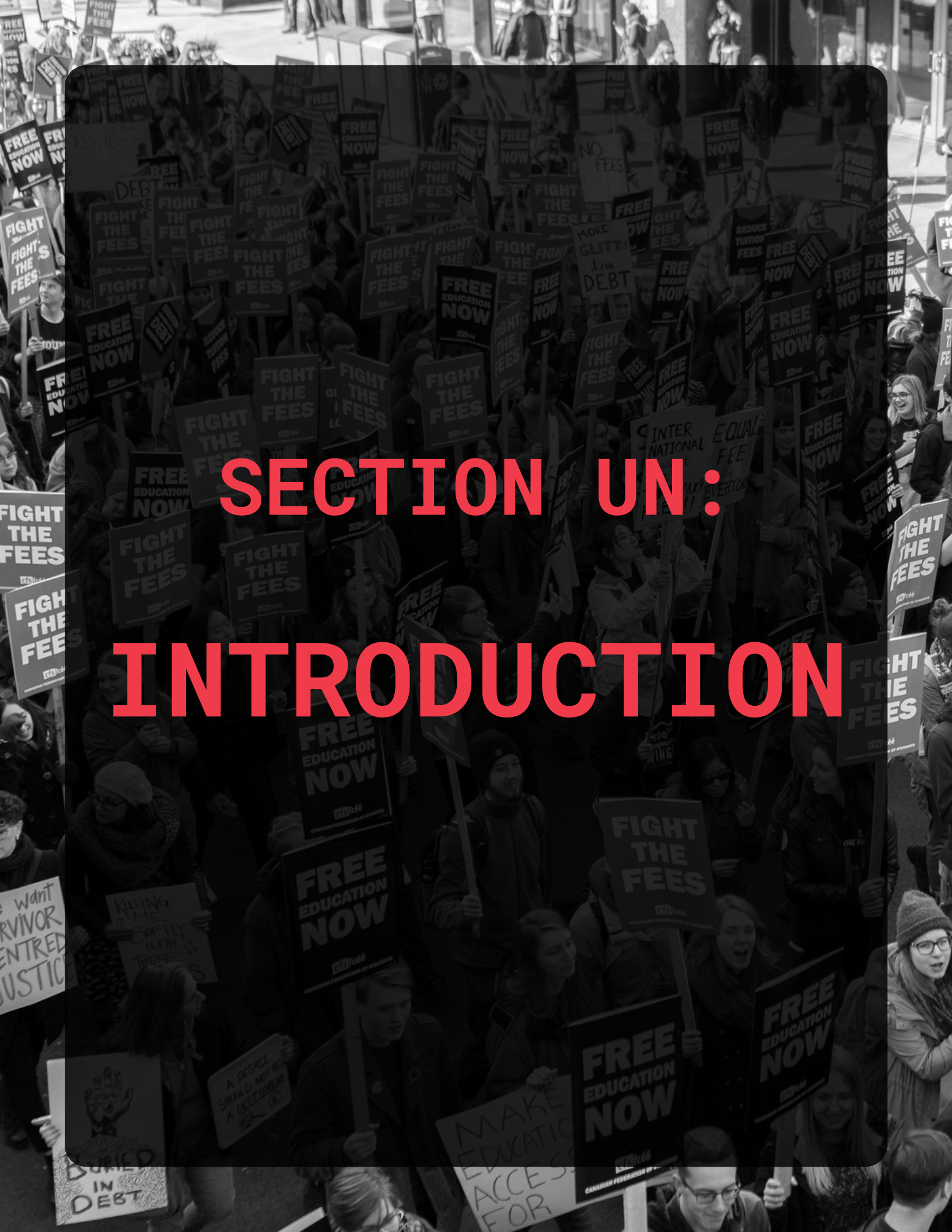
Pages 27 à 31

6. COMMENT PAIERONS-NOUS CES DÉPENSES ?

Pages 32 à 33

7. RÉFÉRENCES

Pages 36 à 37



SECTION UN: INTRODUCTION

RECONNAISSANCE DES TERRES

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants de la Nouvelle-Écosse reconnaît humblement que notre bureau et nos 12 000 membres vivent, travaillent et apprennent dans les territoires des Mi'kmaq. Nous honorons les relations durables entretenues par les Mi'kmaq avec ces terres ainsi que la garde qu'ils maintiennent encore aujourd'hui. Nous reconnaissons les torts historiques et continus des systèmes d'éducation coloniaux et nous engageons à soutenir les étudiantes et étudiants autochtones, la reprise des connaissances traditionnelles et la perpétuation de la réconciliation, telle que promis dans d'innombrables traités entre les nations Mi'kmaw et la couronne.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes et tous les collaborateurs, dont les contributions, les pensées et l'engagement marquent ce rapport.

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants

Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse

Simon Boily, Assistant aux communautés francophones

Ames Mather, Responsable régional - Maritimes

Ghishleine Oukouomi, Directrice de l'adhésion

Luca Piomelli, Assistant au plaidoyer

Owen Skeen, Gestionnaire de la trésorerie nationale

Alexina St. Pierre-Farrow, Présidence de la Nouvelle-Écosse

QUI NOUS SOMMES

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants est la plus grande et la plus ancienne organisation étudiants du Canada. Elle rassemble plus que 500 000 étudiantes et étudiants collégiaux, de cycles premiers et supérieurs d'un océan à l'autre. Actuellement, la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Nouvelle-Écosse représente 12 000 étudiantes et étudiants de 5 associations étudiantes partout dans la province.

Depuis 1981, la Fédération milite au nom d'une éducation gratuite et accessible pour toutes et tous. En outre, pour plus de 90 années, la Fédération et ses prédécesseurs ont luttés pour les intérêts des étudiantes et étudiants postsecondaires, dans l'optique de transformer le paysage de l'éducation postsecondaire au Canada à travers des politiques qui mettent l'accessibilité, la qualité et l'équité de l'avant. Ultimement, nous voulons obtenir un système d'éducation public de haute qualité, sans frais scolarité pour les étudiantes et étudiants domestiques comme internationaux, qui comprend l'éducation aux adultes, les stages professionnels dans les métiers spécialisés, ainsi que les programmes de diplômes ou de certifications dans nos collèges et universités.

QUI NOUS SOMMES (SUITE)

Puisque les collèges et les universités sont largement financés par le gouvernement fédéral et administrés par les gouvernements provinciaux, les politiques et les priorités des deux niveaux administratifs façonnent directement l'accessibilité à l'éducation postsecondaire. Les frais de scolarité, les programmes d'aide financière et le financement de la recherche sont tous affectés par ces décisions gouvernementales.

La création d'investissements générationnels dans l'éducation exige à la fois une sobriété fiscale et une diversification des sources du financement, afin de s'assurer que la Nouvelle-Écosse puisse répondre aux besoins changeants de ses étudiantes et étudiants tout en demeurant **compétitive dans l'économie globale du savoir**.

Aucune association étudiante – peu importe sa taille ou sa proactivité – n'a les ressources ou les leviers politiques nécessaires pour mener ce changement à elle seule. Le partage de ressources et la collaboration entre associations permet des actions stratégiques et collectives qui effectuent les sacrifices nécessaires aujourd'hui afin d'atteindre les victoires transformatrices de demain. La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants rassemble les étudiantes et étudiants afin de transformer l'éducation postsecondaire ; elle championne des politiques qui créent un changement pérenne sur nos campus et partout dans la province.

QUI NOUS SOMMES (SUITE)

Les recommandations et résultats de recherche suivants, organisés selon les trois priorités que sont les frais, l'abordabilité ainsi que la justice et le désinvestissement, sous-tendent nos prises de positions et notre appel à l'engagement auprès des décideurs politiques.

NOS SECTIONS LOCALES

- Cape Breton University Students' Union
- King's Student Union
- Mount Saint Vincent University Students' Union
- Student Union of Nova Scotia Collect of Art and Design
- Association générale des étudiants de l'Université Sainte-Anne

INTRODUCTION

Les étudiantes et étudiants en Nouvelle-Écosse font actuellement face à des défis inédits : des crises convergentes dans l'économie, la santé publique, le climat et le logement sévissent parmi eux. Au cours des dernières années, ce sont ces mêmes étudiantes et étudiants qui ont fait connaissance intime des impacts d'une augmentation rapide et substantielle du coût de la vie. En plus d'avoir à entretenir un emploi outre leurs études, les étudiantes et étudiants sont obligés de se confronter aux dures réalités de la pénurie du logement stable et sécuritaire, de l'inflation économique, de la stagnation des salaires, et des frais de scolarité les plus élevés du pays – ce qui, bien entendu, affecte sévèrement leur bien-être physique et mental.

La crise du coût de la vie et la crise de l'abordabilité au sein de l'éducation postsecondaire sont inséparables pour les étudiantes et étudiants de la Nouvelle-Écosse. Tandis que le coût de la vie et les frais de scolarité sont en plein essor, les salaires et l'aide aux étudiants – qu'elle soit institutionnelle ou gouvernementale – traînent de la patte, ce qui rend la réalité étudiante en Nouvelle-Écosse d'autant plus inabordable, voire non viable pour plusieurs. Les étudiantes et étudiants entretiennent plusieurs emplois, coupent les coûts où ils le peuvent et font des choix difficiles afin de joindre les deux bouts. Plusieurs ont de la difficulté à choisir entre le paiement de leurs frais de scolarité ou de leur loyer, entre les livres de cours ou les denrées alimentaires, entre les médicaments et l'électricité. Afin que les étudiantes et étudiants puissent subvenir à leurs besoins, tout en poursuivant une éducation postsecondaire en Nouvelle-Écosse, **ils et elles ont besoin d'un investissement de la part de la province envers une éducation gratuite et une abordabilité de la vie pour toutes et tous.**

A large crowd of students is gathered for a protest. Many are holding signs that say "FREE EDUCATION NOW" and "FIGHT THE FEES". Some signs also say "NO FEES", "REDUCE TUITION FEES", "MORE GLITTER LESS DEBT", "INTERNATIONAL Student has TOO MUCH FEE!!!", "EQUAL FEE for EVERYONE", "I WANT A SURVIVOR CENTRED JUSTICE", "KILLING ME SILENTLY WITH THESE FEES", "A DEGREE SHOULD NOT BE A DEBT TRAP", "MAKE EDUCATION ACCESSIBLE FOR EVERYONE", and "BURIED IN DEBT". The students are diverse in age and appearance, and the atmosphere appears to be one of active participation in a social movement.

Section Deux:
**ÉDUCATION
POUR TOUTES
ET TOUS**

ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

Les étudiantes et étudiants exhortent aux décideurs politiques de mettre en œuvre une éducation pour toutes et tous – une pleine reconnaissance que les frais de scolarité et que la crise de la dette nationale poussent la possibilité d'une éducation postsecondaire vers l'impossibilité pour plusieurs, aux échelles locales et internationales. Les universités partout au pays dépendent d'un recrutement prédataire d'étudiantes et d'étudiants internationaux, ne soit-ce que pour leur facturer une scolarité deux ou trois fois plus cher que celle de leurs camarades ayant la résidence permanente. Les étudiantes et étudiants internationaux financent essentiellement ce qui devrait être un service public, à savoir l'éducation. Les étudiantes et étudiants autochtones ressentent aussi l'impact de cette stagnation dans le financement postsecondaire : bien que l'éducation soit un droit octroyé par les traités pour les apprenantes et apprenantes autochtones, le financement des programmes pertinents n'est plus du tout égal aux prix exorbitants de la scolarité et de la vie qui affectent de façon disproportionnée leurs communautés.

ÉDUCATION POUR TOUTES ET TOUS

Quoiqu'une augmentation de 2% dans les subventions opérationnelles soit la bienvenue, le financement de ces institutions n'emboîtent pas du tout le pas de l'inflation, des coûts opérationnels et de la réalité économique de ces institutions comme de leurs étudiantes et étudiants. En Nouvelle-Écosse, avec une moyenne de 9 988\$ pour l'année académique 2023/24, alors que la moyenne nationale se trouve à 7 734\$, les frais de scolarité des étudiantes et étudiants domestiques au premier cycle sont les plus élevés au Canada.¹ Dans les dernières 20 années, les frais de scolarité des premiers cycles a gonflé de 56%, dont 20% dans les dernières 6 années à elles seules.^{2,3} En même temps, les frais de scolarité et les coûts du logement ont décollés, et les taux d'aide aux étudiantes et étudiants demeure majoritairement figés — ils ne peuvent réclamer qu'une augmentation de 11% depuis 2013. L'accès à une éducation, partie intégrante de l'obtention d'un emploi et l'acroissement de l'économie de la province, n'est plus un bien public, mais un investissement personnel accompagné d'une dette écrasante.

ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

Le résultat de cette crise du financement de nos universités : les étudiantes et étudiants internationaux deviennent un capital humain qui subventionne des institutions qui devraient être publiques. Les étudiantes et étudiants contribuent énormément à nos communautés et à nos campus, alors que notre système d'éducation dépend de leur exploitation, par l'entremise de frais différentiels qui rendent les bilans comptables des universités viables. Les étudiantes et étudiants internationaux font des contributions académiques, culturelles et économiques substantielles à la vie sur le campus et dans leurs communautés d'accueil. Cependant, le modèle de financement actuel des universités dépend de l'extraction de revenus en provenance de ces étudiantes et étudiants, ce qui appelle à l'exploitation et aux iniquités systémiques. La dérégulation des frais de scolarités de ces étudiantes et étudiants a pavé le chemin pour que les universités augmentent les frais, dans certains cas, de 10% à 20% par année. Statistiques Canada a rapporté que leurs frais de scolarité ont augmentés de 176,9%, ce qui mène à une surdépendance des inscriptions d'outre-mer et expose une vulnérabilité fondamentale dans notre financement des institutions postsecondaires.⁴ En Nouvelle-Écosse, les étudiantes et étudiants internationaux paient, en moyenne, 2,5 fois plus que leurs camarades domestiques pour la même éducation, tout en subissant les aspects les plus exploitatifs des marchés du logement et de l'emploi.⁵ En 2025/2026, il est attendu que les étudiantes et étudiants internationaux au premier cycle paieront 5 fois les frais de scolarité de leurs homologues canadiens.⁶

EXPÉRIENCE DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS AUTOCHTONES

Entre les gouvernements provinciaux et fédéraux, il y a une responsabilité d'assurer l'accès à l'éducation pour les étudiantes et étudiants Mi'kma'ki. Cependant, un manque omniprésent de financement crée un abîme inacceptable entre la qualité et l'accessibilité de l'éducation, du logement et des nécessités de base pour les étudiantes et étudiants autochtones et leurs communautés à travers la province. Les institutions post-secondaires et les gouvernements provinciaux ont un rôle essentiel à jouer pour remédier à cette situation.

Actuellement, il y a un manque de ressources et d'éducation adaptées aux étudiantes et étudiants autochtones qui poursuivent des études postsecondaires en Nouvelle-Écosse. Plusieurs étudiantes et étudiants n'ont pas accès à un apprentissage autochtone, socio-émotionnel, ni à des soutiens culturels au niveau institutionnel. Tout cela n'est qu'exacerbé par la réalité du colonialisme toujours présent sur les campus.⁷ De plus, bien trop souvent, les syllabus omettent les apprentissages historiques, culturels et linguistiques pertinents aux expériences d'aujourd'hui comme d'hier de l'autochtonie.

EXPÉRIENCE DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS AUTOCHTONES (SUITE)

Les appels de la commission sur la vérité et la réconciliation soulignent ces enjeux et décrivent l'impact qu'ils ont sur l'accès autochtone à l'éducation et aux efforts de revitalisation des langues autochtones. Les expériences et les bilans pédagogiques des étudiantes et étudiants autochtones doivent être soutenu à travers des programmes adaptés aux réalités autochtones. Les modèles d'apprentissage à même la terre, ou les efforts de revitalisation des langues autochtones constitueraient un bon début. **Le gouvernement provincial devrait soutenir le financement de programmes universitaires de langues autochtones, particulièrement la langue Mi'kmaq, en concordance avec le seizième appel de la commission pour la vérité et la réconciliation.⁸ En outre, le gouvernement doit encourager le développement de programmes d'apprentissage à même la terre par l'entremise de financements ciblés.**

De plus, en reconnaissance des impacts générationnels et toujours répandus du colonialisme sur ces personnes, **le gouvernement devrait augmenter les bourses pour les étudiantes et étudiants autochtones.** Cette action composerait une réponse directe aux obstacles disproportionnés qui assomment ces étudiantes et étudiants dès qu'ils accèdent à une éducation, et supprimerait quelques obstacles financiers à l'éducation.

MODÈLES D'ÉDUCATION SOCIALISÉE

L'Allemagne et la Norvège fournissent des exemples claires : aucun frais de scolarités pour les étudiantes et étudiants domestiques ou internationaux. Une éducation financée par le secteur publique est tout aussi faisable que profitable.

En outre, les comparaisons internationales soulignent la faisabilité de ce modèle. D'après le Système européen d'autorisation et d'information concernant les voyages, en Allemagne, les étudiantes et étudiants internationaux contribuent plus de 15,5€ milliards de plus en impôts que coûte l'éducation au gouvernement, c'est-à-dire qu'il y a un retour de 8:1 sur l'investissement, et que 45% de ces étudiantes et étudiants venus d'outre-mer demeurent dans leur pays d'études pour plus de 10 ans, où ils pallient aux pénuries de main d'œuvre et poussent la croissance économique à long terme.⁹ La réglementation des frais de scolarité et l'augmentation des prestations publiques réduirait drastiquement la dépendance sur les frais de scolarités différentiels, facturés aux étudiantes et étudiants internationaux, diversifierait les revenus des universités et assurerait ainsi une responsabilité fiscale de leur part.



Recommandations :

FRAIS DE SCOLARITÉ ET DETTE ÉTUDIANTE

FRAIS DE SCOLARITÉ ET DETTE ÉTUDIANTE

1. Afin d'assurer la gratuité de l'éducation postsecondaire pour toutes et tous, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et Ottawa devraient développer ensemble un **plan à long terme pour la gratuité de l'éducation** financé par un modèle de partage des coûts 50/50. Sur le court terme, étant donné la crise du coût de la vie et les frais de scolarité exorbitants de la Nouvelle-Écosse – les plus élevés au Canada ! –, **un gel permanent des frais de scolarité devrait entrer en vigueur pour tous les étudiantes et étudiants de la province, domestiques ou internationaux.**
2. L'augmentation minimum exigée aux budgets opérationnels des universités par le protocole d'entente est de 1%, quoiqu'une augmentation de 2% a été accueillie à bras ouverts avec le plus récent protocole d'entente. Pourtant, ces augmentations sont toujours inférieures à l'indice des prix à la consommation : cela veut dire, en fin de compte, qu'il y a lieu de coupures dans l'éducation postsecondaire. Afin d'assurer que les universités puissent garder le pas avec les augmentations en dépenses opérationnelles et le taux d'inflation annuel, le gouvernement devrait **augmenter les subventions à l'intention des dépenses opérationnelles afin qu'elles atteignent ou dépassent les variations de l'indice de prix à la consommation.**

FRAIS DE SCOLARITÉ ET DETTE ÉTUDIANTE (SUITE)

3. Grâce au programme d'exonération de remboursement de prêts d'études canadien, les étudiantes et étudiants de la Nouvelle-Écosse profitent actuellement d'un répit quant aux dettes. Cependant, les étudiantes et étudiants dans la grande majorité des cycles supérieurs ou en formation professionnelle, la plupart des étudiantes et étudiants internationaux et ceux et celles qui ne terminent pas leurs diplômes ne sont pas éligibles à l'exonération. De plus, la structure du modèle d'assurance fait que les étudiantes et étudiants qui ne peuvent pas payé en amont doivent payer plus en aval afin d'obtenir une éducation. Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse devrait **convertir tous les prêts étudiants en subventions** afin d'assurer que les programmes d'aides aux étudiants ne pénalisent pas les étudiantes et étudiants à faible revenu, qui en ont le plus besoin.
4. Étant donné l'augmentation rapide du coût de la vie et des frais de scolarités, les subventions de l'assistance aux étudiants de la Nouvelle-Écosse devrait augmentés à **150\$ mensuellement pour les dépenses de vie, et les maximums hebdomadaires devraient être augmentés à 250\$** pour l'année 2026-27, ces augmentations doivent **suivre le pas de l'inflation**.

JUSTICE POUR LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS INTERNATIONAUX

1. Il est fondamentalement injuste d'exiger des frais de scolarités différentiels, souvent exorbitants, auprès des étudiantes et étudiants internationaux pour la même éducation. La province devrait donc développer un **plan à long terme pour les étudiantes et étudiants internationaux**. Sur le court terme, par l'entremise d'une clause dans le prochain protocole d'entente qui règle les frais de scolarité des étudiantes et étudiants internationaux, le gouvernement devrait s'assurer que les frais de scolarité des étudiantes et étudiants internationaux n'augmentent pas plus rapidement que les frais de leurs camarades domestiques.

SOUTIEN POUR LES APPRENANTES ET APPRENANTS AUTOCHTONES

1. En reconnaissant que les subventions fédérales pour l'éducation des peuples autochtones ne subviennent pas à leurs besoins, la province devrait **augmenter les subventions pour les bourses à l'intention des étudiantes et étudiants autochtones** afin de s'assurer que tous les apprenantes et apprenants autochtones puissent profiter de l'éducation postsecondaire et de pallier au coût de la vie pour les étudiantes et étudiants autochtones.
2. Le gouvernement devrait **augmenter les subventions aux ressources linguistiques et pédagogiques pour le langage Mi'kmaw** afin de répondre au seizième appel à l'action de la Commission pour la vérité et la réconciliation : "Nous demandons aux établissements d'enseignement postsecondaire de créer des programmes et des diplômes collégiaux et universitaires en langues autochtones.." ¹⁰ Ces subventions devraient comprendre des bourses, afin que les cours de langue soient gratuits pour tous les apprenantes et apprenants Mi'kmaw.

SOUTIEN POUR LES APPRENANTES ET APPRENANTS AUTOCHTONES (SUITE)

3. Le gouvernement devrait **fournir des subventions pour une programmation à même la terre**. La maîtrise en éducation autochtone à même la terre de l'Université de Saskatchewan est un bon exemple de programme à crédit, à même la terre, tandis que l'Université du Manitoba offre le Land and Water: Indigenous Land-based Education program comme option non-créditée. L'année dernière, l'Université Dalhousie et le centre d'éducation Ulnooweg ont offerts le Melkiknuawti Land-based Education Program pour les jeunes autochtones ayant entre 13 et 18 ans. Des programmes semblables, à même la terre, devraient être rendus disponibles, en Mi'kma'ki, aux apprenantes et apprenants autochtones ayant l'âge de poursuivre des études universitaires.

A large crowd of people, mostly young adults, is gathered for a protest. They are holding numerous signs that read "FIGHT THE FEES" and "FREE EDUCATION NOW". The scene is outdoors, and the crowd is dense, filling the frame. The text "Section Trois:" is overlaid in red on the upper part of the image.

Section Trois:

COÛT DE LA VIE

SALAIRES ÉQUITABLES

Le coût de la vie en Nouvelle-Écosse demeure en crise depuis plusieurs années ; le logement, le coût de denrées de base, et l'augmentation continue des frais de scolarité obligent les étudiantes et étudiants à faire des décisions souvent injustes et impossible entre un repas le soir et le paiement de leurs frais de scolarité. Pour plusieurs, ces facteurs effacent la possibilité de l'éducation postsecondaire. Les dépenses les plus importantes pour les étudiantes et étudiants de la Nouvelle-Écosse sont : la nourriture, le logement, la garde des enfants et les dépenses éducatives.¹¹

Plusieurs des étudiantes et étudiants que nous avons consultés ont du mal à joindre les deux bouts, même s'ils entretiennent un travail en plus de leurs études. Nous entendons directement comment la stagnation des salaires a mené à une marginalisation accrue pour les personnes à faibles revenus, pour les étudiantes et étudiants et pour les membres de la communauté. Notre salaire moyen est actuellement de 16,50\$, alors que les calculs démontrent qu'il faut toucher un salaire de 27,65\$ afin de pouvoir répondre à ses besoins fondamentaux.¹² En Nouvelle-Écosse, le salaire minimum est entre 9\$ et 12\$ de moins que le salaire nécessaire afin de répondre à ses besoins fondamentaux pour chaque région, et les salaires minimums, en moyenne, correspondent à 43% d'un tel salaire vital.¹³ Il n'est pas évident que le salaire minimum mandaté par notre gouvernement a été augmenté afin pallier à l'inflation, au coût de la vie et à la réalité économique actuelle.

SALAIRES ÉQUITABLES (SUITE)

Ce qui est remarquable, 50% des travailleurs de la Nouvelle-Écosse obtiennent moins que le salaire minimum : la moitié de la main-d'œuvre de la province gagne moins d'argent que nécessaire pour faire face au prix toujours croissant de la vie en Nouvelle-Écosse.¹⁴ Les femmes et les communautés racialisés sont principalement affectées par la stagnation des salaires, et constituent un part disproportionné de la mains d'œuvre à bas salaire. **Lorsque les travailleurs n'ont pas assez d'argent pour pallier à leurs besoins, ils sont confrontés à des problèmes de santé, de logement et d'insécurité alimentaire.**¹⁵

Nous exhortons au gouvernement de mettre en place un plan qui a pour objectif d'instaurer un salaire vital qui corresponde au coût de la vie dans chaque région et qui tienne compte du taux d'inflation annuelle. Un salaire vital profite à toutes et à tous ; il réduit la demande pour les services gouvernementaux et sociaux, il augmente la participation aux études supérieures et est porteur de bons rendements de santé individuels et communautaires.¹⁶ En outre, un salaire vital constitue une politique protective : il encourage les travailleurs à demeurer en Nouvelle-Écosse, à poursuivre des certifications améliorées et augmente largement le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui profite aux économies locales et provinciales.

LOGEMENT

Aujourd'hui, les habitants de la Nouvelle-Écosse dépensent entre 26% et 35% de leurs revenus sur le logement.¹⁷ Ces taux sont bien plus élevés dans la régionalité municipale de Halifax, où les loyers augmentent à chaque année, alors que unités vides et les taux de rotation pour les unités abordables ont toutes deux atteintes le point le plus bas des dernières sept années.

*En 2025, le Centre for Policy Alternatives Report on Living Wages note que "comparés au prix moyen du logement en 2019, les loyers des appartements studio de Halifax ont augmenté de 68,45% dans le premier quart de 2025, les appartements à une chambre ont augmenté de 59,5%, les appartements à deux chambres, eux, ont augmenté de 63,4%, tandis que les loyers pour les unités à trois chambres ont augmenté de plus de 65,6%."*¹⁸

LOGEMENT (SUITE)

De plus, notre loi actuelle, le Residential Tenancies Act, légifère en faveur des propriétaires, des développeurs et des SIIC, ce qui rend le locataire moyen vulnérable à l'exploitation. **Un plafond sur le loyer est un mécanisme de protection important pour les locataires, mais il ne protège pas contre les failles systémiques et le manque d'imposition fiable des règlements.** Le plafond de 5% en Nouvelle-Écosse est incessamment surpassé par l'entremise de bails à longueur fixe, où les propriétaires peuvent augmenter le loyer outre le plafond après la conclusion du bail.¹⁹ Cette faille a encouragée la propagation de bails à courts termes et insécuritaires pour les locataires – plusieurs rapportent qu'il est désormais quasiment impossible de trouver un bail régulier, ou de s'assurer qu'ils ne devront pas quitter leurs logements dans les prochains six mois. Les locataires vivent à la limite, souvent sans épargnes. **Les mesures de protections pour les locataires de la Nouvelle-Écosse font faillite, ce qui poussent plusieurs d'entre-eux et elles en des conditions de vie indigentes, vers le sans-abrisme et dans un cycle incessant de précarité de logement.**

LOGEMENT (SUITE)

Cette crise est aggravée par la pénurie de logements étudiants, qu'ils soient sur les campus universitaires ou dans les parages. La plupart des universités n'ont pas les moyens de loger toute leur population non-domestique ; une réalité particulièrement ressentie à Halifax et au Cap Breton. La FCÉE-NE a **entendu plusieurs rapports d'étudiantes et étudiants de l'Université du Cap-Breton qui ne peuvent pas trouver du logement dans leur communauté, et subissent donc de longs voyages jusqu'à l'Université depuis des communautés aussi éloignées que Halifax.** De même, NSCAD n'a aucun logement étudiant : les étudiantes et étudiants y poursuivant une éducation doivent soit chercher du logement parmi les options exorbitantes et insécuritaires d'autres institutions, soit s'aventurer sur le marché locataire de Halifax, également prédateur d'Halifax.

LOGEMENT (SUITE)

Cet enjeu se répète partout au pays, et exige une action rapide et coordonnée sur les niveaux fédéraux et provinciaux. Le Canada se trouve en recule d'environ 19% quant aux standards internationaux, tels que le Royaume-Uni, où 37% des étudiantes et étudiants ont facilement accès à un logement, d'après un article publié en 2024 par *Real Estate News Exchange Canada*.²⁰

Le résultat : environ 1,2 millions d'étudiantes et étudiants sont incapables de trouver un logement abordable, et seuls 10,3% des étudiantes et étudiants non-domestiques ont accès à des logements spécialement conçus.

L'accès à un logement sécuritaire et abordable n'est pas seulement une nécessité économique, mais un droit fondamental de la personne ; il est essentiel au bien-être des étudiantes et étudiants, à leur succès académique et à leur participation équitable au sein de l'éducation postsecondaire — y compris les étudiantes et étudiants autochtones, qui doivent souvent être confrontés des obstacles uniques quant à l'accès de logements appropriés et abordables.

L'accès limité au logement abordable augmente le stress financier, augmente le temps de voyage jusqu'au campus et combine les iniquités, particulièrement pour les étudiantes et étudiants de communautés marginalisés, pour les autochtones et pour ceux et celles qui se déplacent pour leurs études.

LOGEMENT (SUITE)

L'investissement dans des logements étudiants outre-marché et coopératif peut s'adresser à la crise de l'abordabilité tout en sécurisant l'accessibilité à long-terme. **Les partenariats fédéraux, provinciaux et institutionnels devraient prioriser le financement de projets immobiliers conçus afin d'offrir des modèles coopératifs, abordables et axés envers les communautés.**

Une stratégie provinciale coordonnée qui vise à élargir la capacité outre-marché et coopérative des logements étudiants renforcerait la rétention étudiante, améliorerait les rendements académiques et encouragerait un accès équitable à l'éducation postsecondaire à travers toute la province. En soutenant des coopératives étudiantes, le gouvernement peut prendre des pas significatifs vers la fin de la crise du logement, renforcer le système d'éducation postsecondaire et s'assurer que les étudiantes et étudiants, internationaux ou domestiques, peuvent continuer à contribuer de plein escient au développement social et économique du Canada.



Recommendations: COÛT DE LA VIE

SALAIRES ÉQUITABLES

1. Quoique les augmentations au salaire minimum sont les bienvenues, il fait longtemps que le salaire minimum de la province est de 16,50\$ par heure, ce qui ne convient plus aux étudiantes et étudiants de la Nouvelle-Écosse s'ils veulent pouvoir se payer de la nourriture, un loyer, leurs frais de scolarité et d'autres dépenses. **Le gouvernement devrait mettre en place un plan qui augmente le salaire minimum (jusqu'à 27,65\$ en 2025) afin que chaque personne en Nouvelle-Écosse puisse s'acheter ce dont elle a besoin pour vivre.**

LOGEMENT ABORDABLE

1. **Instaurer un plafond permanent des loyers, qui élimine la faille des bails à longueur fixe** en établissant une augmentation maximale de 5% par année et en indexant le loyer en fonction des unités, plutôt qu'aux locataires afin d'assurer que les propriétaires n'obligent pas les locataires à signer des bail à longueur fixe afin d'augmenter le loyer outre le plafond d'augmentation établi.
2. La province devrait **réinstaurer l'interdiction des rénovictions** afin d'assurer que les étudiantes et étudiants ne se font pas exclure de leurs logements pendant une crise du logement.
3. Plusieurs campus et communautés en Nouvelle-Écosse font face à une pénurie sévère de logements pour leurs étudiantes et étudiants. La province devrait fournir des **subventions pour la créations d'options supplémentaires de logements** pour les étudiantes et étudiants, particulièrement dans les régions ayant la plus grande demande.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1. Plusieurs projets menés et financés par les étudiantes et étudiants aux universités de la Nouvelle-Écosse ont connu de grands succès lorsqu'ils ont fourni un accès gratuit et abordable à de la nourriture par l'entremise de banques alimentaires, de marché fermiers, de coopératives nutritives, et de jardins communautaires. Afin de permettre aux étudiantes et étudiants d'obtenir les ressources et les connaissances nécessaires pour faire pousser, accéder et préparer leur propre nourriture, la province peut **supporter la sécurité alimentaire étudiante en finançant dans les programmes à vocation nutritive étudiants.**

ACCÈS À L'INTERNET

1. La pandémie a souligné que l'accès à l'internet est devenu essentiel pour l'éducation et le travail. Cependant, les coûts élevés d'accès constituent un obstacle supplémentaire pour les étudiantes et étudiants, particulièrement pour ceux qui vivent en régions rurales, où l'accès fiable n'est aucunement garanti. La province devrait **travailler avec les fournisseurs d'internet afin d'offrir un plan abordable pour les étudiantes et étudiants et investigateinvestiguer le développement d'une infrastructure public** afin de fournir un accès de haute qualité, sans limite, aux gens de la Nouvelle-Écosse.



***COMMENT
PAIERONS-
NOUS CES
DÉPENSES ?***

COMMENT PAIERONS-NOUS CES DÉPENSES ?

- Augmentation de 2% sur les deux tranches d'imposition supérieures.
- Afin d'assurer que l'éducation postsecondaire demeure accessible à toutes et à tous, les gouvernements de la Nouvelle-Écosse et du Canada devraient développer **un plan à long-terme pour l'obtention d'une éducation gratuite à travers un partage égal des coûts.**

RÉFÉRENCES

1. Government of Canada, Statistics Canada, "Canadian and International Tuition Fees by Level of Study (Current Dollars)," September 10, 2025, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3710004501>.
2. Government of Canada, Statistics Canada, "Canadian and International Tuition Fees by Level of Study (Current Dollars)," September 10, 2025, <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=3710004501>.
4. Britnei Bilhete, "University Tuition in N.S. Well Above National Average and Rising, Report Finds," *CBC*, August 28, 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/university-tuition-in-n-s-well-above-national-average-and-rising-report-finds-1.6946172>.
5. Government of Canada, Statistics Canada, "Is The Recent Spike in International Students Affecting Domestic University Enrolment at Canadian Public Postsecondary Institutions?," Statistics Canada, January 22, 2024, <https://www.statcan.gc.ca/o1/en/plus/5435-recent-spike-international-students-affecting-domestic-university-enrolment-canadian>.
6. Government of Canada, Statistics Canada, "Is The Recent Spike in International Students Affecting Domestic University Enrolment at Canadian Public Postsecondary Institutions?," Statistics Canada, January 22, 2024, <https://www.statcan.gc.ca/o1/en/plus/5435-recent-spike-international-students-affecting-domestic-university-enrolment-canadian>.
7. Government of Canada, Statistics Canada, "The Daily – Tuition in Canada: Modest Increases and Widening Gaps, 2025/2026," September 10, 2025, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250910/dq250910d-eng.htm>.
8. NCTR, "Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action - NCTR," NCTR - National Centre for Truth and Reconciliation, July 11, 2025, <https://nctr.ca/about/history-of-the-trc/truth-and-reconciliation-commission-of-canada-calls-to-action/>.
9. European Travel Information and Authorization System. "International Students Power Germany's Economic Engine," March 28, 2025. <https://etias.com/articles/international-students-power-germany%E2%80%99s-economic-engine#:~:text=Students%20boost%20economy%20more%20than,universities%20charge%20no%20tuition%20fees>.
10. European Travel Information and Authorization System. "International Students Power Germany's Economic Engine," March 28, 2025. <https://etias.com/articles/international-students-power-germany%E2%80%99s-economic-engine#:~:text=Students%20boost%20economy%20more%20than,universities%20charge%20no%20tuition%20fees>.
11. NCTR, "Truth and Reconciliation Commission of Canada: Calls to Action - NCTR," NCTR - National Centre for Truth and Reconciliation, July 11, 2025, <https://nctr.ca/about/history-of-the-trc/truth-and-reconciliation-commission-of-canada-calls-to-action/>.

RÉFÉRENCES (SUITE)

11. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
12. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
13. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
14. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
15. Government of Canada, Statistics Canada, “Health Determinants,” March 5, 2025, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-570-x/2024001/section1-eng.htm>.
16. Government of Canada, Statistics Canada, “Health Determinants,” March 5, 2025, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-570-x/2024001/section1-eng.htm>.
17. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
18. Daniel Cerdas Sandi, Christine Saulnier, and Russell Williams, “2025 Living Wages Report,” report, *Centre for Policy Alternatives Nova Scotia Office*, August 25, 2025, <https://www.policyalternatives.ca/wp-content/uploads/2025/08/2025-Living-Wages-for-NL-NS-and-PEI-Too-many-workers-struggle-to-make-ends-meet-1.pdf>.
19. “Rent Increases — Dalhousie Legal Aid - Tenants’ Rights Guide,” Dalhousie Legal Aid - Tenants’ Rights Guide, n.d., <https://www.tenantsrightsguide.ca/rent-increases>.
20. “Shortage of Student Housing Is a Massive Strain on Canada’s Overburdened Housing Market | News | Forum Asset Management,” Forum Real Estate Income and Impact Fund (REIIF), October 28, 2024, <https://www.forumreiif.ca/news-media/shortage-of-student-housing-is-a-massive-strain-on-canadas-overburdened-housing-market>.